



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFECTURE DU TARN

COPIE

DIRECTION DES LIBERTES PUBLIQUES  
ET DES COLLECTIVITES TERRITORIALES  
Bureau de l'environnement  
et des affaires foncières  
Référence : ICPE N° R0006722

Arrêté du **25 MAI 2011**  
mettant en demeure la Société ARTERRIS  
"Silos métalliques", à Lavar  
de respecter des prescriptions techniques

La préfète du Tarn,  
Chevalier de la Légion d'honneur,  
Officier de l'ordre national du Mérite,

- Vu le code de l'environnement, notamment les articles L.511-1 à L.517-2 et R.512-1 à R. 517-10 relatifs aux installations classées pour la protection de l'environnement, en particulier l'article L.514-1 ;
- Vu l'arrêté ministériel du 29 mars 2004, modifié par arrêté du 23 février 2007, relatif à la prévention des risques présentés par les silos de céréales, de grains, de produits alimentaires ou de tous autres produits organiques dégageant des poussières inflammables ;
- Vu l'arrêté ministériel du 15 janvier 2008 relatif à la protection contre la foudre de certaines installations classées ;
- Vu le décret du Président de la République du 11 juin 2009, publié au journal officiel de la République Française le 12 juin 2009, portant nomination de Mme Marcelle PIERROT en qualité de préfète du Tarn ;
- Vu l'arrêté préfectoral du 8 avril 2011, portant délégation de signature à Mme Béatrice STEFFAN, secrétaire générale de la préfecture du Tarn ;
- Vu l'arrêté préfectoral du 1er avril 2003 autorisant la société Groupe Coopératif Occitan – silos métalliques, siège social : lieu-dit « Loudes » à CASTELNAUDARY (11400) à exploiter route de Gaillac à Lavar (81500) des silos de stockage de céréales ;
- Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 17 mars 2009 autorisant la société Groupe Coopératif Occitan – silos métalliques, siège social : lieu-dit « Loudes » à CASTELNAUDARY (11400) à exploiter route de Gaillac à Lavar (81500) des silos de stockage de céréales ;
- Vu le récépissé de déclaration modificatif du 20 juin 2006 ;
- Vu le récépissé de déclaration du 28 septembre 2009 pour changement d'exploitant, dans lequel la Société ARTERRIS déclare succéder au Groupe Coopératif Occitan ;

Vu le rapport et les propositions de l'inspecteur des installations classées du 9 mars 2011, reçus en préfecture le 7 avril 2011, faisant suite à son inspection du 9 mars 2011 ;

Considérant que la société ARTERIS "silos métalliques" à Lavaur ne respecte pas certaines prescriptions techniques imposées par l'arrêté préfectoral complémentaire du 17 mars 2009, relatif aux moyens de protection contre les explosions,

Considérant que la société ARTERIS "silos métalliques" à Lavaur ne respecte pas certaines prescriptions techniques imposées par l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 modifié, relatif à la prévention des risques présentés par les silos de céréales, de grains, de produits alimentaires ou de tous autres produits organiques dégageant des poussières inflammables,

Considérant, dès lors, qu'aux fins d'assurer le respect de la préservation des intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement, il convient de mettre en demeure la société ARTERIS de respecter les arrêtés susvisés,

*Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture,*

## **a r r ê t e**

**Article 1<sup>er</sup>** : La société ARTERIS, dont le siège social est situé à "Loudes" – 11451 Castelnaudary cedex, est, pour le site "silos métalliques" implanté route de Gaillac, sur le territoire de la commune de LAVAU (81500), mise en demeure de respecter, dans un délai de 3 mois, courant à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions de l'arrêté préfectoral complémentaire du 17 mars 2009 qui dispose, en particulier dans son article 8 :

*"Pour assurer une bonne aspiration dans les transporteurs à chaîne présents dans la galerie enterrée non éventable avec les autres volumes des silos, l'exploitant vérifie que l'aspiration est correctement dimensionnée en débit et en lieu d'aspiration afin de limiter la perte de charge entre le transporteur le plus éloigné (T 11) et la prise d'aspiration.*

*Cette vérification donne lieu à la rédaction d'un rapport portant sur la fiabilité et l'efficacité (vitesse, débit, géométrie de l'aspiration, équilibrage du réseau) du système d'aspiration présent dans les transporteurs à chaîne situés dans la galerie enterrée non éventable. Ce rapport est transmis à l'inspection des installations classées dans un délai d'un mois suivant la date de notification du présent arrêté."*

**Article 2** : La société ARTERIS, dont le siège social est situé à "Loudes" – 11451 Castelnaudary cedex, est, pour le site "silos métalliques" implanté route de Gaillac, sur le territoire de la commune de LAVAU (81500), mise en demeure de respecter, dans un délai de 3 mois, courant à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 modifié qui dispose, notamment dans son article 8 :

*"Sans préjudice de réglementations spécifiques, toutes dispositions doivent être prises afin que les personnes non autorisées ou en dehors de toute surveillance ne puissent pas avoir accès aux installations (clôture, panneaux d'interdiction de pénétrer, etc.).*

*Les dispositifs doivent permettre l'intervention des services d'incendie et de secours et l'évacuation rapide du personnel."*

**Article 3** : Si à l'expiration du délai fixé aux articles 1 et 2, l'exploitant n'a pas obtempéré à la présente mise en demeure, il sera fait application des suites administratives prévues à l'article L. 514-1 du Code de l'Environnement (consignation de sommes, travaux d'office, suspension de l'activité), indépendamment des poursuites pénales éventuelles.

**Article 4** : La secrétaire générale de la préfecture du Tarn, le maire de Lavaur et l'inspecteur des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera déposée à la mairie de Lavaur pour être communiquée sur place à toute personne qui en fera la demande.

Albi, le 25 MAI 2011  
Pour la préfète et par délégation,  
la secrétaire générale absente,  
le sous-préfet de Castres,



Colin MIEGE

Délais et voies de recours :

*Conformément à l'article L.514-6 du code de l'environnement, le présent arrêté peut être déféré au Tribunal Administratif de Toulouse par l'exploitant dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où ledit acte lui a été notifié.*

